

Monsieur l'IA-DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

En cette journée que nous aurions dû passer dans nos écoles, nous siégeons en CAPD avec le sentiment de porter le deuil, puisqu'après la fin des CAPD mutations, nous vivons la fin des CAPD promotions. Nous portons le deuil d'acquis sociaux de longue date ; nous portons le deuil des votes exprimés par les fonctionnaires il n'y a pas même deux ans ; nous portons le deuil d'un travail commun et fructueux au service d'une profession.

Le SNUipp et la FSU ont combattu la loi de transformation de la Fonction Publique, dévastatrice pour les droits des agents et totalement inadaptée aux situations de crise. Le SNUipp et la FSU continuent bien sûr à revendiquer son abrogation.

Quand Anicet Le Pors a inscrit et sécurisé dans les textes, les droits et devoirs des fonctionnaires dans les fonctions publiques, il l'a fait sur la base d'une vision politique et de valeurs. Parmi celles-ci, l'humanisme, le service aux citoyens, ainsi que des droits et devoirs pour les personnels libérés du joug des influences locales et des tripatouillages de toute nature. A rebours de cette posture progressiste de 1983, la loi d'août 2019 a été portée par le serviteur zélé d'un gouvernement qui a parmi ses objectifs la casse des services publics.

Quand la loi de 1983 servait l'Etat et les usagers, celle d'août 2019 détruit le bien commun en servant les intérêts de quelques-un.es. Pour ne parler que de notre profession, le mouvement sans CAPD a prouvé qu'en aucun cas la loi Dussopt n'a permis plus d'efficacité et de modernité dans la mobilité des enseignants du premier degré. Elle a été source de désorganisation, d'incompréhensions, d'opacité, d'erreurs et de déshumanisation, laissant beaucoup de collègues dans des situations difficiles.

Il en sera désormais de même pour l'avancement, qui reste un des maigres espoirs de reconnaissance pour notre profession malmenée, dévalorisée et méprisée, profession qui entend beaucoup de promesses ministérielles mais n'en voit pas la couleur. Pourtant, preuve a été faite en groupe de travail hier que d'une part, les représentant.es ont une expertise irremplaçable permettant de repérer des erreurs et de soulever des situations personnelles problématiques, mais surtout que cet espace ouvre un débat sain et nécessaire sur l'esprit global de la gestion des personnels dans un esprit d'équité et de transparence.

Plus que jamais, dans cette rentrée pleine d'incertitudes et d'anxiété, en raison de la situation sanitaire mais surtout de la façon dont notre ministère la gère, dans un contexte social plus que morose, les enseignant.es ont besoin de pouvoir compter sur une hiérarchie bienveillante, disponible et travaillant en étroite collaboration avec des représentant.es légitimement élu.es qui ont à offrir leur expérience du terrain, du métier et de la profession.